

La septième lettre d'information (2020): J'en ai assez de tenir d'autres mondes dans mes mains.



Raúl Martínez, Rosas y Estrellas (Roses et étoiles), 1972..

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

En novembre 2019, l'armée bolivienne – avec un coup de pouce de l'ombre – a demandé à son président Evo Morales Ayma de démissionner. Morales finira par se rendre au Mexique, puis demandera l'asile en Argentine. Jeanine Áñez, une politicienne d'extrême droite qui n'est pas dans la ligne de succession, prend le pouvoir ; l'armée, les groupes fascistes de la société civile et des sections de l'église évangélique la soutiennent. Áñez a déclaré qu'elle organiserait bientôt des élections, mais qu'elle ne s'y présenterait pas elle-même.

Áñez a fixé la date des élections au 3 mai. Malgré sa promesse, elle se présentera à la présidence. Les conditions de l'élection sont si mauvaises que les Nations unies se sont **publiquement** inquiétées de la « polarisation exacerbée » dans le pays. Il existe de nombreuses **preuves** que le gouvernement intérimaire et ses alliés d'extrême droite ont recours à l'intimidation et à la violence contre les membres du Mouvement vers le Socialisme (MAS) – le parti de Morales – et ses partisans. Même si les premiers sondages indiquent que le MAS est en avance, avec ses candidats Luis Arce Catacora (président) et David Choquehuanca Céspedes (vice-président), tout indique que des coups bas sont en train de se produire pour créer la peur dans la société et priver de leurs droits des sections de la population bolivienne.

Áñez a tenté d'étouffer la société avec beaucoup de force après le coup d'État de novembre, mais la pression des militants du MAS et de sa base – ainsi que des Nations unies, de l'Union européenne et de l'Église catholique – ont forcé Áñez à envoyer des forces boliviennes dans les casernes et à retirer le décret qui accordait l'immunité militaire pour sa violence. Cela n'a pas empêché Áñez et sa base d'extrême droite d'utiliser l'État pour opprimer le MAS – notamment en arrêtant plus de 100 fonctionnaires du MAS et en menaçant 592 autres personnes d'accusations de sédition et de terrorisme (Morales fait déjà face à ces accusations). Arturo Murillo, le ministre de l'intérieur d'Áñez, a demandé la privation du droit de vote des électeurs du Chapare, une région qui soutient presque entièrement le MAS.



Eusebio Choque, *Valemos*.

Le 9 janvier, le gouvernement américain a envoyé une équipe de l'USAID pour offrir un « soutien technique » pour l'élection. Morales avait expulsé l'USAID en 2013 au motif qu'elle travaillait à saper son gouvernement. Le terme « soutien technique » est une autre façon de parler d'ingérence dans les élections.

Pour diriger le Tribunal suprême électoral (TSE) de Bolivie, Áñez a ramené Salvador Romero, qui avait été à la tête de cet organe de 2003 à 2008. Après avoir remporté sa première élection, il a déclaré à Romero que son mandat ne serait pas prolongé. Romero s'est **précipité** à l'ambassade des États-Unis à La Paz pour se plaindre auprès de l'ambassadeur américain Phillip Goldberg, que Morales a expulsé de Bolivie en 2008 (Goldberg est maintenant l'ambassadeur américain en Colombie). Les États-Unis se sont occupés de Romero ; il a été nommé à la tête du National Democratic Institute au Honduras, une agence quasi-indépendante de la classe dirigeante américaine qui travaille à la « promotion de la démocratie » – en d'autres termes, à l'installation de partis pro-américains et pro-capitalistes dans des endroits comme la Bolivie et le Honduras. Lors de la première élection après le coup d'État de 2009 au Honduras, Romero a donné une patine de légitimité à la violence qui a conduit à l'élection en 2013 du candidat d'extrême droite, Juan Orlando Hernández.



Photo non datée de María Amparo Pineda Duarte.

Quelques jours avant le vote de 2013, deux dirigeants du Centre national des travailleurs agricoles (CNTC), María Amparo Pineda Duarte et Julio Ramon Maradiaga, rentraient chez eux après une formation électorale ; ils étaient partisans du parti de gauche Libre. Ils ont été tués et décapités. Florencia López, une parente de María, a déclaré : « Ce sont des gens qui sont oubliés » (« son personas que son olvidadas »). Mais nous nous souvenons d'eux. Ils sont le souvenir de la façon dont la « protection de la démocratie », sous l'impulsion des États-Unis, fonctionne lors des élections dans des pays comme le Honduras et la Bolivie.

Tricontinental : L'Institut de recherche sociale a publié une alerte rouge sur la situation en Bolivie à l'approche des élections du 3 mai. Veuillez la télécharger [ici](#) et la diffuser largement.



Que se passe-t-il en Bolivie en ce qui concerne les élections du 3 mai ?

Le 10 novembre 2019, un coup d'État a eu lieu en Bolivie. Le commandant en chef des forces armées boliviennes a demandé au président Evo Morales de démissionner. La police s'était déjà mutinée, et la société était déjà déstabilisée – ceci avait été déclenché par une élection présidentielle dont les résultats n'avaient pas été reconnus par l'opposition et dont les résultats avaient été suspectement discrédités par l'Organisation des États américains (OEA). Deux jours après la démission de Morales, une politicienne de l'opposition largement inédite, Jeanine Áñez, s'est déclarée présidente intérimaire sans le quorum nécessaire à l'Assemblée législative plurinationale, où le parti de Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), détient la majorité

des sièges.

Le nouveau gouvernement a déclaré qu'il ne resterait que jusqu'à la tenue des élections. Cependant, depuis l'investiture d'Áñez, le gouvernement a poursuivi une politique de répression contre les dirigeants et les militants du MAS et contre les mouvements sociaux (36 personnes sont mortes), et il a mis en œuvre des changements de politique politique et économique qui s'inspirent du programme néolibéral mené par le gouvernement des États-Unis. Le gouvernement intérimaire a un caractère raciste, patriarcal et fondamentaliste, qui s'exprime par des actes de violence symboliques et réactionnaires, tels que le dénigrement de la Wiphala (un drapeau qui représente la diversité des peuples et des nations indigènes de Bolivie).

En janvier 2020, le gouvernement a annoncé que les élections présidentielles et législatives se tiendraient le 3 mai. Le processus électoral a débuté dans des conditions de liberté démocratique fortement restreintes ; à la fin du mois de janvier, le gouvernement intérimaire avait militarisé les principales villes du pays pour empêcher toute manifestation éventuelle. Il a continué à harceler et à persécuter les membres du gouvernement du MAS qui ont demandé l'asile dans des ambassades étrangères par crainte pour leur vie. Le gouvernement intérimaire a fermé plus de cinquante stations de radio ; il les a accusées de sédition et d'incitation à la violence pour avoir diffusé des reportages critiques à l'égard du gouvernement intérimaire.

Un certain nombre de coalitions de partis politiques ont enregistré des billets pour l'élection présidentielle. Les candidats du MAS sont Luis Arce Catacora (président) et David Choquehuanca Céspedes (vice-président). Catacora était le ministre de l'économie et des finances publiques sous Morales et l'architecte du succès économique de l'administration. Céspedes était le ministre des affaires étrangères dans ce gouvernement. Il a géré la politique de souveraineté internationale de la Bolivie et est une personne importante pour les mouvements indigènes et paysans boliviens. Les premiers sondages montrent que le ticket du MAS est en première place.

Dans les premiers jours de février, l'un des deux avocats de Morales a été arrêté. Le gouvernement a cherché à arrêter l'avocat du MAS, qui était en train d'enregistrer des candidats pour les élections de mai. Des menaces ont commencé à s'accumuler contre Luis Arce Catacora, le candidat à la présidence du MAS, alors qu'il rentrait en Bolivie, y compris la possibilité de son arrestation. Les régions du pays qui soutiennent le plus profondément le MAS sont confrontées à la répression et aux menaces de retrait de leur droit de vote.

La présidente par intérim – Áñez – a annoncé qu'elle serait candidate à la présidence sans quitter son poste actuel, ce qui est en contradiction avec ses déclarations précédentes. Les autres candidats qui ont soutenu le coup d'État ont néanmoins critiqué son geste, qui valide le caractère putschiste de ce gouvernement et de ses fonctionnaires.

La communauté internationale doit être saisie du danger que le gouvernement intérimaire interdise le MAS, commette des fraudes et détruise la possibilité de démocratie en Bolivie.

**Pourquoi le coup d'État et pourquoi l'intervention
américaine en Bolivie ?**

La Bolivie possède les plus grandes réserves connues de lithium au monde (avec un potentiel de production de 20 % du lithium mondial). Le lithium est un élément central des batteries, qui sont utilisées dans les voitures électriques, les ordinateurs portables, les montres et les téléphones portables, ainsi que pour le stockage des énergies renouvelables. Le plus grand gisement de lithium de Bolivie se trouve dans les salines d'Uyuni, dans le département de Potosí, où l'administration de Morales avait prévu de l'extraire par l'intermédiaire de la société d'État.

La Bolivie possède des réserves considérables d'hydrocarbures – en particulier de gaz naturel – qu'elle fournit au Brésil et à l'Argentine. Lorsque Morales a pris ses fonctions, une des premières mesures a été de nationaliser ces ressources et de développer le contrôle de l'État sur celles-ci. Une partie importante des réserves d'hydrocarbures se trouve à Santa Cruz, dans la région orientale de la Bolivie. C'est également là que se trouve son agrobusiness, en particulier le soja. Le gouvernement de Santa Cruz et son comité civique ont été la base de l'opposition à Morales depuis le début et ont joué un rôle central dans la déstabilisation sociale qui a conduit au coup d'État.

Morales a remporté les élections de 2005 avec plus de 50 % des voix. Au cours de son premier mandat (2006–2010), son administration dirigée par le MAS a nationalisé la production d'hydrocarbures et d'autres secteurs stratégiques de l'économie ; elle a fait pression pour une réforme agraire et a réformé la constitution par le biais d'un processus d'assemblée constituante, qui est devenu le fondement de la formation de la Bolivie en tant qu'État plurinational. A partir de 2006, Morales a mené une politique visant à améliorer sensiblement tous les indicateurs sociaux ; son gouvernement a pu réduire la pauvreté (de 38,2% à 15,2%), éradiquer l'analphabétisme et améliorer l'hygiène ainsi que l'espérance de vie (de 9 ans).

Bien qu'étant un pays majoritairement indigène, la Bolivie a été gouvernée par une caste composée principalement de groupes qui se considèrent comme blancs. Les indigènes ont longtemps souffert de l'asservissement, du racisme et de la discrimination dans les domaines politique, économique et social de la part de cette caste dirigeante. Le gouvernement de Morales a représenté un changement complet au sens social du terme. Il a combattu avec force la violence du racisme et le discours xénophobe sur les peuples et les cultures indigènes ; c'était un gouvernement engagé à mettre fin à la structure et à la culture de la domination coloniale. Les symboles qui définissent le gouvernement intérimaire, en revanche, sont marqués par la haine raciale et le fascisme ; c'est ce qui les a soutenus dans leurs attaques férocesment racistes contre le MAS.

Le gouvernement américain a reconnu à la hâte et accueilli chaleureusement Áñez dans le monde diplomatique ; il a immédiatement fait pression sur le gouvernement mexicain, puis sur le gouvernement argentin, pour qu'il refuse les demandes d'asile des membres du MAS et de l'administration de Morales. Il est maintenant clair que le gouvernement américain a participé à la préparation et à l'exécution du coup d'État contre Morales. Les États-Unis ont immédiatement rejeté Morales pour sa politique de nationalisme économique, pour son expulsion de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) de Bolivie, pour sa suspension du programme militaire d'éradication de la coca de la Drug Enforcement Agency (DEA) et pour ses dénonciations dans les forums internationaux de la politique américaine d'intervention économique, militaire et politique.



Rita Valdivia, une jeune femme bolivienne qui a échappé à un père abusif et s'est engagée dans le monde de la lutte révolutionnaire et de la poésie, a rejoint l'Armée de libération nationale bolivienne (ELN). La poésie lui a donné une voix ; la lutte révolutionnaire a mis cette voix en mouvement. Ernesto « Che » Guevara a été tué en 1967, l'année où Rita Valdivia s'est rendue à Cuba pour suivre un entraînement. Le chef de l'ELN, Guido Álvaro « Inti » Peredo Leigue (membre du parti communiste bolivien), la chargea de l'activité révolutionnaire dans sa ville natale de Cochabamba, où elle retourna après son entraînement à Cuba. En 1968, Inti a écrit son texte emblématique, « Volveremos a las montañas » (« Nous retournerons dans les montagnes »), un engagement à poursuivre la lutte contre l'oligarchie et son armée. Dans la nuit du 13 juillet 1969, Valdivia, également connue sous le nom de « Comandante Maya », et ses camarades se sont rendus à une réunion dans une maison sécurisée ; ils avaient été trahis et elle a été abattue. Elle avait vingt-trois ans. Inti a été tué le mois de septembre suivant.

À Cantaura (Venezuela), il y a un centre médical populaire qui porte le nom du Commandant Maya, c'est là

que j'ai entendu parler d'elle pour la première fois (c'est un hasard si notre **dossier** de ce mois-ci porte sur les cliniques populaires en Inde). Le poème du Commandant Maya – « Defensa a la calle » (« Défendre la rue », traduit par Margaret Randall) – nous apprend que même dans les pires moments en Bolivie, il y a des gens qui luttent pour leurs droits et leurs aspirations, en ouvrant leurs poings au monde :

Me he cansado de retener otros mundos
en mi puño.
Lo abro de golpe.

Je suis fatigué de tenir d'autres mondes
dans mon poing.
Je l'ouvre soudainement.

Cordialement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey*